

N' imaginez pas qu'ils vont arrêter le terrorisme, c'est l'alibi pour réduire nos libertés

écrit par Daniel Pollett | 16 août 2017

N'IMAGINEZ PAS QU'ILS VONT ARRÊTER LE TERRORISME !

N' imaginez pas que le gouvernement actuel, digne héritier du précédent, va faire quoi que ce soit pour arrêter le terrorisme. S'il en avait vraiment la volonté, il procéderait comme il se doit, avec les moyens de l'État et faisant fi des revendications droitdel'hommistes mettant en péril la vie de tous. Le terrorisme -islamique précisons-le encore- sert de prétexte à répétition pour porter atteinte à nos libertés fondamentales en nous surveillant -nous les honnêtes gens- comme nous ne l'avons jamais été sauf au temps de la collaboration avec les nazis, et encore... Cela augmente de façon exponentielle le pouvoir que les politiciens et ceux qu'ils servent (pas la République) ont sur nous.

Plusieurs exemples récents démontrent cela :

Au prétexte que le terroriste Koulibaly avait acheté son arme en la payant en espèces, ils ont réduit la somme maximale légale pour ce type de paiements, comme si cela allait arrêter la possibilité de la chose. À quoi cela sert-il ? Les malfaiteurs ne se soucient pas de la loi peuvent toujours se payer entre eux toutes les sommes en espèces qu'ils veulent. Mais cela va dans le sens de nous priver peu à peu -et maintenant de façon accélérée- des espèces, lesquelles échappent encore partiellement au contrôle des politiciens et des banquiers.

Au prétexte de lutter contre le terrorisme, la législation sur les armes de chasse, de collection et de tir sportif a été durcie. Pourtant, aucun attentat n'a été commis avec ce type de matériels, mais bien avec des armes de guerre dont la détention par des particuliers est illégale. À quoi cela sert-il, sinon à surveiller davantage les citoyens honnêtes et respectueux de la loi mais qui pourraient -allez savoir pourquoi- se révolter et utiliser à cette occasion leurs armes personnelles ?

Au prétexte encore de lutter contre le terrorisme, une demande d'interdiction des systèmes interactifs GPS à usage de conduite automobile a été déposée par le précédent gouvernement -mais pas retirée par le nouveau- auprès de l'Union Européenne, celle sans qui plus rien ne se décide en France aujourd'hui. Fini le signalement des radars, mais aussi des accidents, des bouchons, des dangers divers... Mais ils vont nous parler de sécurité routière ! À quoi cela sert-il ? Les terroristes n'ont nullement besoin que la présence des forces de l'ordre leur soit signalée lorsqu'ils circulent, leur détermination -qui plus est suicidaire- allant bien au delà d'oser forcer un contrôle de police. Mais cela servira à supprimer toute entraide destinée à ne pas se faire flasher pour quelques kilomètres-heure, afin d'être bien rackettés pour subventionner les politiques désastreuses.

L'État d'urgence étant devenu permanent depuis des années, et bien sûr encore à cause du terrorisme islamique, le gouvernement vient d'en faire passer les principales mesures dans le droit commun. Portant ainsi atteinte au premier élément de notre devise républicaine, il transforme tous les citoyens en terroristes potentiels, ne serait-ce qu'en ayant sur eux un banal couteau de poche à usages multiples. Cela donne des pouvoirs accrus aux préfets, à la police, aux procureurs, etc. De plus, comme je l'ai déjà écrit, ils trouveront la petite lacrymo dans le sac à main de votre fille souhaitant se préserver des racailles de banlieue (et même de

village maintenant qu'ils ont disséminé les métastases partout) mais ils n'iront pas chercher les Kalach dans les quartiers perdus de la République ! Mais il en est qui sont « rassurés » d'être fouillés comme des malfaiteurs, à tel point qu'on peut se demander si reviendra le jour où nous pourrions vivre « comme avant », c'est à dire pouvoir circuler, assister à un spectacle ou faire le pèlerinage de Lourdes sans devoir se soumettre à des mesures contraignantes, vexatoires, coûteuses et finalement parfaitement inutiles.

Le terrorisme islamique a donc encore bien des jours devant lui, jours de souffrances et de deuil pour nous, jours de jouissances et d'orgueil pour ceux qui nous gouvernent sans foi et au mépris de la loi.